

Chambre des Représentants.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1890.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JUILLET.

FEUILLETON AU 29 JUILLET 1890.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. | 5464. | Par pétition datée d'Ixelles, le 4 janvier 1889,
Le conseil communal d'Ixelles réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir de l'Etat belge le paiement d'une somme due à cette commune en vertu d'un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles.
Décision : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 2. | 5817. | Par pétition datée de Mons, le 7 juin 1890,
La veuve Dewinter, à Mons, se plaint de la façon dont le collège des bourgmestre et échevins de cette ville applique l'article 14 de la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique.
Décision : <i>Ordre du jour.</i> |
| 3. | 5818. | Par pétition datée d'Orcq, le 19 mai 1890,
Des gardes champêtres du canton de Tournai demandent l'institution d'une caisse de pension alimentée par les deniers publics ou leur affiliation à la |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

caisse de prévoyance des secrétaires communaux avec intervention des communes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

4. 5819. Par pétition datée de Dinant, le 1^{er} mai 1890,
La « Chambre des notaires de l'arrondissement de Dinant » prie la Chambre de voter une loi donnant exclusivement qualité aux notaires pour vendre ou louer publiquement les immeubles et pour vendre publiquement les rentes et les créances hypothécaires.
DÉCISION : *Renvoi à M. Ministre de la Justice.*
5. 5820. Par pétition datée de Courcelles, le 4 juin 1890,
Le sieur Henri, à Courcelles, réclame l'intervention de la Chambre pour être admis à débiter un onguent pour les blessures.
DÉCISION : *Ordre du jour.*
6. 5821. Par pétition datée d'Oudenhove-Sainte-Marie, le 25 mai 1890,
Des conseillers communaux d'Oudenhove-Sainte-Marie demandent un subside pour aider cette commune à réparer le pavage de diverses chaussées.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
7. 5822. Par pétition datée de Courtrai, le 20 mai 1890,
Le sieur Daerden, à Courtrai, se plaint que le commandant de la place aurait arbitrairement défendu l'accès de son établissement aux hommes placés sous ses ordres et que les requêtes qu'il a adressées à ce sujet soient restées sans résultat.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
8. 5825. Par pétition datée de Graide,
Des habitants de Graide réclament l'intervention de la Chambre pour que les comptes de cette commune soient établis par l'ancien receveur.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 9. | 5827. | <p>Par pétition datée de Braine-le-Comte, le 24 mai 1890,</p> <p>Le sieur Moquet, à Braine-le-Comte, se plaint que l'administration des contributions refuse de lui faire remise de la contribution pour la raison qu'il est ouvrier pensionné.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 10. | 5829. | <p>Par pétition datée d'Oordegem, en juin 1890,</p> <p>Le sieur Smetryns, à Oordegem, indigent, frappé de cécité, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le secours que lui refuse l'administration communale de cette localité.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 11. | 5850. | <p>Par pétition datée de Hingene,</p> <p>Des habitants de Hingene demandent l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique et de la Guerre.</i></p> |
| 12. | 5851. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 28 juin 1890,</p> <p>Le sieur Van Dyck, à Anvers, réclame l'exemption du droit de patente de 200 francs pour débit de boissons.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Finances.</i></p> |
| 15. | 5853.
5846. | <p>Par pétition datée de Jumet, le 30 juin 1890,</p> <p>Des pêcheurs à la ligne de Jumet prient la Chambre de supprimer la pêche au filet et d'imposer la pêche à la ligne, à raison d'un franc par ligne.</p> <p>Même demande de pêcheurs à la ligne de Couillet et de Monceau-sur-Sambre.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	------------------------------------------

14.	5854.
-----	-------

Par pétition de Venloo, le 4 juillet 1890,

Le sieur Francken, ancien combattant volontaire de 1850, à Venloo, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de sa pension à partir de 1880.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

15.	5855.
-----	-------

Par pétition datée de Hasselt, le 17 juin 1890,

Des membres de la commission provinciale d'agriculture et de l'assemblée des délégués des comices agricoles du Limbourg exposent que leur bureau a été régulièrement élu le 25 mars dernier en conformité des articles 28 et 30 de l'arrêté royal du 18 octobre 1889 et que, au mépris de la régularité de cette élection, l'autorité supérieure a convoqué pour le 17 juin l'assemblée des délégués en vue de constituer la commission provinciale déjà existante. Les pétitionnaires ayant vainement signalé au Gouvernement les dispositions intervenues ainsi que l'illégalité et les conséquences regrettables de cette nouvelle convocation, protestent contre la mesure prise par le Gouvernement et déclarent qu'ils ne répondront pas à cette convocation faite en dehors de tout droit.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

16.	5836.
-----	-------

Par pétition datée de Binche, le 5 juillet 1890,

Le sieur de Kerf, ancien commissaire de police, à Binche, sollicite une pension.

DÉCISION : Ordre du jour.

17.	5857.
-----	-------

Par pétition datée de Gand, le 5 juillet 1890,

Les président et secrétaire du « Vlaamsch Grievencomiteit », à Gand, se plaignent que le Gouvernement n'ait pas institué à l'université de Gand, en même temps que le cours de procédure pénale en langue néerlandaise, un cours de droit pénal à donner dans cette langue.

Même pétition des président et secrétaire « du Snelaerts'Kring » à Gand.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

18.

5840.

Par pétition datée de Bruxelles, le 8 juillet 1890,

Le sieur d'Hyedt, chef de dépôt pensionné de l'administration des chemins de fer de l'État, à Bruxelles, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement d'une somme qui lui serait due par la caisse des pensions du Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

19.

5841.

Par pétition datée de Bruxelles, le 9 juillet 1890,

Le sieur Harvent, à Schaerbeek, demande que les contributions directes soient encaissées par les percepteurs des postes. Il rappelle, en outre, ses pétitions relatives aux titres au porteurs.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

20.

5848.

Par pétition datée d'Anvers,

Des armateurs, agents et courtiers maritimes et commissionnaires expéditeurs d'Anvers, se plaignent du retard que subit, par suite d'encombrement, le jugement des affaires déférées au tribunal de commerce de cette ville. Ils demandent la création de nouvelles Chambres en nombre suffisant pour parer à cet inconvénient.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

21.

5849.

Par pétition datée de Morlanwelz, le 10 juillet 1890.

Le sieur Thcroy, à Morlanwelz, se plaint d'un déni de justice commis à l'égard de plusieurs de ses parents et demande qu'une enquête soit ouverte.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice avec demande de renseignements.

22.

5854.

Par pétition datée d'Anvers, le 14 juillet 1890,

Les président et secrétaire du « Nederduitsche Bond », à Anvers, se plaignent qu'il ait été institué, à l'université de Gand, un cours de procédure pénale, en langue néerlandaise alors qu'il n'existait pas de

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

cours de droit pénal dans cette langue. Ils demandent la prompte création de ce cours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

25. 5855. Par pétition datée d'Ixelles, le 15 juillet 1890,
Le sieur Krebs, à Ixelles, demande, à l'occasion du 25^e anniversaire de l'inauguration du Roi et du 60^e anniversaire de l'indépendance nationale, le vote d'une loi accordant un nouveau délai de un ou de deux ans, pour faire leur déclaration d'option aux individus qui sont nés en Belgique de parents étrangers et qui ont satisfait aux lois de la milice dans ce pays, mais qui, par ignorance, ont négligé d'accomplir cette formalité avant l'âge de vingt et un ans.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
24. 5858. Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 16 juillet 1890,
Le sieur Van Mossevelde, à Molenbeek-Saint-Jean, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir communication du rapport du procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles sur une plainte qu'il avait adressée au Ministre de la Justice, afin de lui permettre, le cas échéant, d'introduire une action en dommages-intérêts contre le curateur à sa faillite pour le préjudice que celui-ci lui aurait causé.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
23. 5861. Par pétition datée de Puers, le 14 juillet 1890,
Le collège des bourgmestre et échevins de Puers prie la Chambre de ne pas laisser supprimer indirectement la loi promulguée du 28 juillet 1884 décrétant la construction du chemin direct Anvers-Bruxelles par Londerzeel.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
26. 5862. Par pétition datée de Bruges, le 17 juillet 1890,
Les président et secrétaire du « Liberale Vlaamsche Bond » de Bruges prient la Chambre de doter cette ville d'une université des beaux-arts.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 27. | 5863.
5879.
5882. | <p>Par pétition datée de Villers-devant-Orval, le 21 juillet 1890,</p> <p>Des employés de la douane, à Villers-devant-Orval, sollicitent une amélioration de position.</p> <p>Même demande d'employés de la douane, à Quiévrain, de préposés de la douane à Martelange, d'employés de la brigade de Louette-Saint-Pierre; des brigadiers, sous-brigadiers et préposés des douanes de la subdivision de Sivry.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 28. | 5864. | <p>Par pétition datée de Sainte-Croix lez-Bruges, le 21 juillet 1890,</p> <p>Le sieur Loomance, à Sainte-Croix, prie la Chambre d'établir une surveillance sévère sur les pompes en cuivre et les tuyaux en plomb en usage dans les cabarets.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |
| 29. | 5867. | <p>Par pétition datée de Gand, le 19 juillet 1890,</p> <p>Les membres du comité de la section gantoise du « Davids-Fonds » demandent, qu'en exécution de l'article 59 de la loi du 10 avril 1890 sur l'enseignement supérieur, il soit créé, à l'Université de Gand, un cours de droit pénal en langue néerlandaise, donné par un professeur capable.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 50. | 5869. | <p>Par pétition datée de Schaerbeek, le 8 juillet 1890,</p> <p>Le sieur Henin, à Schaerbeek, rappelle une pétition et renouvelle sa demande tendant à obtenir une indemnité pour les pertes qu'il a subies par suite de la saisie de ses marchandises trouvées complètement gâtées au moment où il a été autorisé à les reprendre.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 31. | 5871. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 16 juillet 1890,</p> <p>Le sieur Chaudron, à Bruxelles, prie la Chambre de</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

voter une loi contre la falsification des denrées alimentaires, des bières, liqueurs, etc.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

52.

5872.

Par pétition datée de Wonek,
Des pères de famille de Wonek demandent le rétablissement de la gratuité de l'enseignement communal primaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

55.

5875.

Par pétition datée de Liège, le 24 juillet 1890,
Le sieur Baislin, Noël, ancien sergent maître armurier au 5^e chasseurs, à Liège, demande sa réintégration dans ses fonctions ou une pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

54.

5881.

Par pétition datée de Beaumont, le 26 juillet 1890,
Le président de la chambre des notaires de l'arrondissement de Charleroi demande la réduction à fr. 0.10 p. % du droit de quittance.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
